



|   |
|---|
| Envoyé en préfecture le 07/06/2018        |
| Reçu en préfecture le 07/06/2018          |
| Affiché le                                |
| ID : 034-213400229-20180523-DLM2018_44-DE |

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault  
Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**N° DLM2018-44 - Séance du 22 mai 2018**

**ACTES**

**4. Fonction publique**

**4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T**

| Nombre des membres  |          |                           |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 28                  | 24       | 25                        |

| Vote          |   |
|---------------|---|
| Pour          |   |
| Contre        |   |
| A l'unanimité | x |

L'an 2018, le 22 mai à 20 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 16 mai 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 16 mai 2018.

**Etaient présents :** Jean-Luc MEISSONNIER – Alain SOULIER – Béatrice BASSO – Sandrine GAUTIER – Christophe KASZUBA – Séverine MONIN – Carole CONTENSEAU – David RIBEIRO – Elisabeth MAZOLLIER – Régine SUAY – Marie-Thérèse AMALVY – François RODENAS – Patricia VANGREVELYNGHE – Philippe MARTY – Aline DESTAILLATS – Mickaël MARTINEZ – Mélissa JODAR – Jean-Luc DE LA CLERGERIE – Ludovic DUCAMP – Damien CORDEAU – Stéphane VIDAL – Sylvain FOUREL – Anna RAMORA – Yves MICHEL

**Pouvoirs de :** Olivier DURIX (pouvoir à Alain SOULIER)

**Absents:** Morgan SIMAR – Fabien PEETERS – Thierry PERRIER

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## **N° DLM2018-44 – PARTENARIAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALE ENTRE LA VILLE DE BAILLARGUES ET LA DELEGATION LANGUEDOC ROUSSILLON DU CNFPT**

Madame Séverine MONIN, Adjointe au Maire déléguée à la jeunesse, au Conseil Municipal des Jeunes et à la communication explique que la formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- pour les agents : d'être pleinement acteur de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les modalités de cette relation que LE CNFPT et la commune de Baillargues entendent s'engager dans un partenariat pour développer la culture de la formation et son bon usage comme levier de la qualité du service public.

Un contrat est ainsi conclu entre la ville de Baillargues et le CNFPT pour définir le contenu de ce partenariat jusqu'au 31 décembre 2019.

Les actions de formation contractualisées chaque année seront organisées avec ou sans participation financière de la ville.

Les objectifs de ce partenariat sont les suivants :

1°/ Dans un contexte de maîtrise de la masse salariale, il s'agit d'accompagner l'encadrement (directeurs notamment) à la conduite du changement en repensant les organisations dans le cadre de la GPEEC (Gestion Prévisionnelle des Effectifs des Emplois et des Compétences) ; dans ce même objectif, il s'agit de faire de la fonction managériale un levier de modernisation de la mise en œuvre des politiques publiques,

2°/ Professionnaliser et mieux prendre en compte l'évolution des besoins en termes d'accueil du public et/ou de service rendu à l'utilisateur,

3°/ Inscrire le développement humain durable dans l'action quotidienne de la collectivité avec notamment une volonté forte et réaffirmée d'accompagnement des parcours professionnels des agents : aide à la mobilité, prise en compte de l'usure professionnelle, anticipation des départs,

4°/ Favoriser l'accès et l'intégration à la fonction publique territoriale.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer la convention (qui a été jointe à la note de synthèse) avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

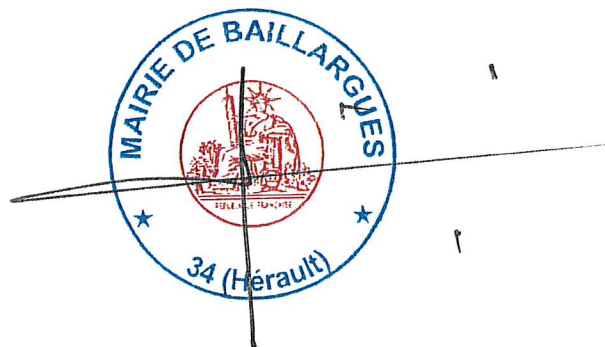
Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer la convention avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

Pour extrait conforme,

Le 23 mai 2018,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

